



DECLARATION DU BURUNDI AU PRÉ-SOMMET DU SOMMET DES  
NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES.  
ROME, DU 26 AU 28 JUILLET 2021.

Excellences, Honorables, distingués participants.

Le Burundi se réjouit de cette rencontre de haut niveau préparatoire du Sommet sur les systèmes alimentaires, qui se tiendra en septembre prochain à New York, sous l'égide du Secrétaire Général des Nations Unies, en vue d'asseoir des systèmes alimentaires efficaces, résilients et durables qui permettront d'atteindre les objectifs du développement durable d'ici 2030, et se traduiront par l'augmentation de la production agricole en quantité et en qualité.

Nous nous réjouissons du pas franchi en matière de sécurité alimentaire, du fait que le Burundi a beaucoup investi dans la gestion durable des terres agricoles. Il s'agit en effet de protéger les terres, qui constituent l'infrastructure sur laquelle, se déploie l'agriculture et l'élevage, pour que ces deux secteurs puissent être le vrai moteur de croissance économique.

Cependant, nous sommes confrontés aux contraintes liées à la dégradation des sols et aux changements climatiques, qui nous empêchent d'atteindre notre objectif visé afin d'asseoir les systèmes alimentaires durables.

Pour ce faire, nous avons décidé de prendre le taureau par les cornes, en mettant en place des mesures encourageantes, pour gérer durablement ces terres agricoles à travers diverses actions.





Premièrement, la population a été mobilisée autour du programme national de reboisement qui s'étend sur 7 ans « **Ewe Burundi urambaye**. En plus, chaque jeudi de la semaine est dédiée à la protection de l'Environnement où la population est invitée à tracer des courbes de niveau sur les flancs des collines. Ceci permet d'éviter l'érosion et de contribuer à la constitution des nappes phréatiques. Cette politique a permis de lutter contre la faim et générer des revenus à la population.

Deuxièmement, le Gouvernement du Burundi, a mis en place une politique de juste rémunération aux producteurs agricoles, en réglementant la structure des prix de production de certaines denrées agricoles de première nécessité, afin de limiter la spéculation de certains commerçants.

Aussi, dans le but d'accroître la production agricole, le Gouvernement a pris des mesures permettant aux agriculteurs d'avoir accès aux intrants agricoles et aux semences sélectionnées à un prix abordable.

Pour les engrais, notre pays a son usine de fabrication de fertilisants organo-minéraux et les retards enregistrés dans l'importation ne sont plus observés. Cela a permis l'augmentation de la production et le gouvernement est en train de mettre en place toute une industrie de transformation et de conservation des aliments et des hangars de stockage des denrées alimentaires non périssables. Nous en appelons à nos partenaires de nous accompagner dans ce processus afin d'éviter le gaspillage et la perte des aliments.

Troisièmement, le Burundi apprécie à juste valeur la bonne collaboration entre les agences du système des Nations-Unies qui se traduit par les appuis appréciables accordés par le FIDA, la FAO, le PAM, la Banque Mondiale, et d'autres, qui nous accompagne dans la réalisation de notre objectif en matière de sécurité alimentaire. Nous avons également besoin de leur appui dans notre programme d'alimentation entamé à travers la promotion des cantines scolaires.

En conclusion, notre vision est qu'à l'horizon 2030, le Burundi dispose des systèmes alimentaires performants, basés sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, pour des aliments sains, nutritifs, abordables et durables pour toutes les catégories de la population et une



production agrosylvopastorale qui couvrira suffisamment les besoins alimentaires avec un excédent compétitif sur le marché mondial susceptible d'améliorer les revenus des ménages.

**JE VOUS REMERCIE.**

